

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Politique scientifique et de l'Infrastructure, le 6 décembre 1994, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 23 août 1933 portant règlement organique des Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique", a donné le 9 décembre 1994 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 6 december 1994 door de Minister van Wetenschapsbeleid en Infrastructuur verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 augustus 1933 houdende organiek reglement van de Koninklijke Musea voor Schone Kunsten van België", heeft op 9 december 1994 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est :

"... par le fait qu'il y a lieu de maintenir, y compris pour l'année en cours, un programme d'acquisition d'oeuvres d'art par les Musées royaux des Beaux-Arts, et (par) la nécessité de mettre fin dans les plus brefs délais à l'inadéquation des commissions techniques consultatives mises en place par l'arrêté royal du 13 octobre 1986, particulièrement en ce qui concerne l'acquisition d'oeuvres d'art moderne, ...".

*

*

*

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations ci-après.

*

*

*

EXAMEN DU TEXTE.

Intitulé.

Il convient de reproduire l'intitulé exact de l'arrêté royal du 23 août 1933 portant règlement organique des Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique, par l'adjonction des mots "à Bruxelles".

.../...

Préambule.

1. L'arrêté en projet trouve un fondement légal dans la loi du 27 juin 1930 accordant la personnalité civile aux établissements scientifiques et artistiques dépendant du ministère des sciences et des arts.

Le préambule doit être complété en conséquence.

2. A l'alinéa 1er, devenant l'alinéa 2, il faut écrire :

"..., notamment les articles 7 et 12, modifiés par l'arrêté royal du 13 octobre 1986" (1).

Dispositif.

Article 1er (devenant l'article 2).

1. En limitant le pouvoir d'avis des commissions techniques consultatives sur les acquisitions d'oeuvres d'art aux cas dans lesquels le prix est supérieur à 250.000 francs, la disposition en projet a pour effet de modifier, quant au fond, l'article 12 de l'arrêté royal du 23 août 1933 portant règlement organique des Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique, lequel, dans son état actuel, donne à ces commissions le pouvoir de donner un avis sur

(1) A la suite des observations qui seront formulées dans l'avis, d'autres articles de l'arrêté royal du 23 août 1933 portant règlement organique des Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique à Bruxelles, devront également être visés.

toutes les acquisitions d'oeuvres d'art, quel qu'en soit le prix.

La modification envisagée doit être formulée à l'article 12, et non pas à l'article 7, de l'arrêté royal du 23 août 1933.

2. Tel qu'il est rédigé, l'article 7, § 1er, alinéa 2, en projet pourrait donner à penser que le Roi entend déléguer au conseil scientifique le pouvoir de fixer les attributions des commissions techniques. Une telle délégation serait excessive et ne pourrait être admise.

Toutefois, comme l'a expliqué le délégué du ministre, l'intention de l'auteur du projet est seulement de préciser la délimitation du champ d'application des attributions respectives des trois commissions.

Il est proposé de rédiger le texte du paragraphe 1er, alinéa 2, comme suit :

"Le conseil scientifique détermine, pour l'application de la présente disposition, ce qu'il y a lieu d'entendre par oeuvre d'art ancien, d'art moderne ou d'art contemporain".

3. L'article 7, § 3, alinéa 3, en projet n'a pas d'autre objet que de confirmer le principe général, découlant de la loi de la continuité et de la régularité du service public, selon lequel l'expiration du terme fixé pour l'exercice d'une fonction au sein de l'administration n'a pas pour effet d'enlever à celui à qui cette fonction a été conférée le droit et l'obligation de continuer à l'exercer.

.../...

Cet alinéa doit donc être omis.

4. Il convient de préciser quel sort doit être réservé à l'article 9 de l'arrêté royal du 23 août 1933, à la suite de l'adoption de l'article 7 en projet.

On relève en particulier que l'article 9 de l'arrêté royal du 23 août 1933 et l'article 7, § 2, en projet sont inconciliables, en ce que le premier donne une voix délibérative au conservateur en chef, tandis que le second lui confère seulement une voix consultative.

5. Comme le président et le vice-président de chaque commission ne sont pas nécessairement titulaires d'un emploi public, mieux vaut utiliser les mots "d'expression linguistique différente".

6. A la suite de l'insertion dans l'arrêté en projet d'un nouvel article 1er, la phrase liminaire de l'article 1er actuel, devenant l'article 2, devra être rédigée comme suit :

"Art. 2. L'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 octobre 1986, est remplacé par la disposition suivante :".

.../...

Article 2 (devenant l'article 3).

Contrairement à ce qu'indique la phrase liminaire, les deux alinéas en projet n'ont pas uniquement pour objet de remplacer le dernier alinéa, c'est-à-dire l'alinéa 7 de l'article 12 de l'arrêté royal du 23 août 1933. En réalité, le premier alinéa en projet tend à remplacer l'alinéa 4 de l'article 12 et le second alinéa en projet, l'alinéa 7 du même article.

En outre, il conviendrait d'adapter l'alinéa 5 de l'article 12 en tenant compte des modifications envisagées.

Il est proposé de rédiger la disposition comme suit :

"Art. 3. A l'article 12 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 octobre 1986, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 4 est remplacé par l'alinéa suivant :
"... (comme l'alinéa 1er du texte en projet);

2° l'alinéa 5 ... (voir ci-dessus);

3° l'alinéa 7 est remplacé par l'alinéa suivant :

".... (comme l'alinéa 2 du texte en projet)".

.../...

Article 3 du projet.

Lorsqu'un article a été modifié ou remplacé une première fois et qu'un texte nouveau le remplace entièrement, il n'y a pas lieu d'abroger ni de modifier le texte modificatif intermédiaire. Il ne faut pas tenir compte de textes dont le rappel n'aurait aucun intérêt historique.

Il s'ensuit que l'article 3 du projet doit être omis. En revanche, il convient d'insérer dans l'arrêté en projet un article 1er nouveau qui sera rédigé comme suit :

"Article 1er. A l'article 6, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 23 août 1933 portant règlement organique des Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique à Bruxelles, modifié par l'arrêté royal du 13 octobre 1986, le mot "deux" est remplacé par le mot "trois"".

Article 4.

Comme en a convenu le délégué du ministre, cette disposition doit être revue pour éviter que l'arrêté en projet ne rétroagisse.

.../...

Observation finale.

Il conviendrait aussi d'adapter la première phrase de l'article 8 de l'arrêté royal du 23 août 1933. On y remplacera, pour tenir compte de l'article 7, § 1er, en projet, les mots "d'art ancien et moderne et de sculptures" par les mots "d'art ancien, moderne et contemporain".

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"... il y a lieu de maintenir, y compris pour l'année en cours, un programme d'acquisition d'oeuvres d'art par les Musées royaux des Beaux-Arts, et (par) la nécessité de mettre fin dans les plus brefs délais à l'inadéquation des commissions techniques consultatives mises en place par l'arrêté royal du 13 octobre 1986, particulièrement en ce qui concerne l'acquisition d'oeuvres d'art moderne, ...".

*

* *

De Raad van State moet zich, binnen de korte termijn die hem is toegemeten, bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

*

* *

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Opschrift.

Het juiste opschrift van het koninklijk besluit van 23 augustus 1933 houdende organiek reglement van de Konink-

.../...

lijke Musea voor Schone Kunsten van België moet worden vermeld, met de toevoeging dus van de woorden "te Brussel".

Aanhef.

1. Het ontworpen besluit ontleent rechtsgrond aan de wet van 27 juni 1930 waarbij de rechtspersoonlijkheid wordt verleend aan de wetenschappelijke en kunstinstellingen welke van het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen afhangen.

De aanhef moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

2. In het eerste lid, dat het tweede lid wordt, schrijve men :

"..., inzonderheid op de artikelen 7 en 12, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 oktober 1986" (2).

(2) Als gevolg van de opmerkingen die in het advies worden gemaakt, moet ook naar andere artikelen van het koninklijk besluit van 23 augustus 1933 houdende organiek reglement van de Koninklijke Musea voor Schone Kunsten van België te Brussel worden verwezen.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1 (dat artikel 2 wordt).

1. Doordat de ontworpen bepaling de adviserende bevoegdheid van de technische adviescommissies op het gebied van de aankoop van kunstwerken beperkt tot de gevallen waarin de prijs hoger ligt dan 250.000 frank, brengt ze in artikel 12 van het koninklijk besluit van 23 augustus 1933 houdende organiek reglement van de Koninklijke Musea voor Schone Kunsten van België te Brussel een fundamentele wijziging aan, daar voornoemd artikel 12 in zijn huidige lezing aan die commissies bevoegdheid verleent om van advies te dienen omtrent alle aankopen van kunstwerken, ongeacht de prijs.

De voorgenomen wijziging moet dus worden aangebracht in artikel 12 van het koninklijk besluit van 23 augustus 1933, veeleer dan in artikel 7.

2. Het ontworpen artikel 7, § 1, tweede lid, kan in zijn huidige lezing de indruk wekken dat de Koning de wetenschappelijke raad ertoe machtigt de bevoegdheden van de technische commissies vast te stellen. Zulk een buitensporige delegatie is onaanvaardbaar.

Zoals de gemachtigde van de minister evenwel heeft uiteengezet, beoogt de steller van het ontwerp alleen de werkingssfeer van de respectieve bevoegdheden van de drie commissies nader af te bakenen.

.../...

Voorgesteld wordt de tekst van paragraaf 1, tweede lid, als volgt te stellen :

"De wetenschappelijke raad bepaalt wat voor de toepassing van deze bepaling verstaan moet worden onder een oud, een modern of een hedendaags kunstwerk".

3. Het ontworpen artikel 7, § 3, derde lid, beoogt uitsluitend het algemene beginsel te bevestigen dat uit de regel van de continuïteit en van de regelmatigheid van de openbare dienst voortvloeit, een beginsel volgens hetwelk het verstrijken van de termijn die is vastgesteld voor het uitoefenen van een ambt in overheidsdienst niet meebrengt dat aan degene aan wie dat ambt is toegewezen, het recht en de verplichting om het verder te blijven uitoefenen wordt ontnomen.

Dit lid moet dus vervallen.

4. Bepaald moet worden wat er als gevolg van de aanpassing van het ontworpen artikel 7 te gebeuren staat met artikel 9 van het koninklijk besluit van 23 augustus 1933.

Inzonderheid valt op te merken dat artikel 9 van het koninklijk besluit van 23 augustus 1933 onverenigbaar is met het ontworpen artikel 7, § 2, doordat volgens het eerstgenoemde artikel de hoofdconservator stemgerechtigd is, terwijl het laatstgenoemde artikel hem slechts raadgevende stem verleent.

.../...

5. Aangezien de voorzitter en de ondervoorzitter van iedere commissie niet noodzakelijkerwijs een openbaar ambt bekleden, zou het beter zijn de woorden "van wie de taal verschillend is" te gebruiken.

6. Wegens de invoeging van een nieuw artikel 1 in het ontworpen besluit moet de inleidende zin van het huidige artikel 1, dat artikel 2 wordt, als volgt worden gesteld :

"Art. 2. Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 oktober 1986, wordt vervangen als volgt :".

Artikel 2 (dat artikel 3 wordt).

In tegenstelling tot wat de inleidende zin aangeeft, beogen de twee ontworpen leden niet uitsluitend het laatste lid, te weten het zevende lid, van artikel 12 van het koninklijk besluit van 23 augustus 1933 te vervangen. In werkelijkheid beoogt het ontworpen eerste lid het vierde lid van artikel 12 te vervangen, terwijl het tweede ertoe strekt het zevende lid van hetzelfde artikel te vervangen.

Voorts behoort het vijfde lid van artikel 12 te worden aangepast, rekening houdend met de voorgenomen wijzigingen.

.../...

Voorgesteld wordt de bepaling als volgt te stellen :

"Art. 3. In artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 oktober 1986, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1º het vierde lid wordt vervangen als volgt :

"Voor iedere aankoop ... overgezonden aan Onze Minister die de wetenschappelijke en culturele inrichtingen onder zijn bevoegdheid heeft, die erover beslist";

2º het vijfde lid ... (zie hierboven);

3º het zevende lid wordt vervangen als volgt :

"Indien het advies ... of bij staking van stemmen wordt de beslissing in ieder geval overgelaten aan Onze Minister die de wetenschappelijke en culturele inrichtingen onder zijn bevoegdheid heeft"".

Artikel 3 van het ontwerp.

Is een artikel al eens eerder gewijzigd of vervangen en wordt het nadien in zijn geheel vervangen, dan is er geen reden om de tussenliggende wijzigingsbepalingen op te heffen of te wijzigen. Er moet worden uitgegaan van de tekst die geldt op het ogenblik van de vervanging.

.../...

Bijgevolg moet artikel 3 van het ontwerp vervallen. In het ontworpen besluit moet daarentegen een nieuw artikel 1 worden ingevoegd, luidende :

"Artikel 1. In artikel 6, eerste lid, van het koninklijk besluit van 23 augustus 1933 houdende organiek reglement van de Koninklijke Musea voor Schone Kunsten van België te Brussel, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 oktober 1986, wordt het woord "twee" vervangen door het woord "drie".

Artikel 4.

Deze bepaling moet worden herzien teneinde te voorkomen dat het ontworpen besluit terugwerkt. De gemachtigde van de minister is het daarmee eens.

Slotopmerking.

De eerste volzin van artikel 8 van het koninklijk besluit van 23 augustus 1933 moet eveneens worden aangepast. Teneinde rekening te houden met het ontworpen artikel 7, § 1, moeten de woorden "oude en nieuwe kunstwerken en beeldhouwwerken" vervangen worden door de woorden "oude, moderne en hedendaagse kunstwerken".

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
C. WETTINCK,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

R. ANDERSEN.